

Corée du Nord/États-Unis : jusqu'où ira la confrontation ?

Par **Antoine Bondaz**

Antoine Bondaz, docteur en science politique, est chercheur à la Fondation pour la recherche stratégique (FRS) et enseignant à Sciences Po Paris. Il a été chercheur invité à la Korea University de Séoul et au Carnegie Endowment for International Peace.

Depuis l'arrivée au pouvoir de Kim Jong-Un, le régime nord-coréen a considérablement renforcé ses capacités nucléaires et balistiques. L'arsenal nucléaire nord-coréen apparaît désormais consubstantiel au régime. À long terme, l'objectif de la communauté internationale demeure la dénucléarisation de la Corée du Nord, mais à court terme, il s'agit d'éviter que l'escalade verbale entre Donald Trump et Kim Jong-Un ne se transforme en une guerre au coût élevé et aux résultats incertains.

politique étrangère

Le 30 juin 2017, le président Trump tweetait : « L'ère de la patience stratégique avec le régime de la Corée du Nord a échoué. Cette patience est terminée. » Il critiquait ainsi la stratégie de son prédécesseur. Les stratégies visant un « démantèlement complet, vérifiable et irréversible » du programme nucléaire nord-coréen, qu'elles soient basées sur les incitations ou les sanctions, qu'elles soient unilatérales ou multilatérales – comme les pourparlers à six qui ont été menés de 2003 à 2009 – ont toutes échoué. La nucléarisation de la République populaire et démocratique de Corée (RPDC) représente un sérieux échec pour la communauté internationale, et notamment pour les États-Unis, dont l'ancien président Clinton affirmait, dès 1993, que Pyongyang « ne [pouvait] pas être autorisé à développer une arme atomique¹ ».

Depuis l'arrivée au pouvoir de Donald Trump, le régime nord-coréen a testé pour la première fois des missiles balistiques à portée intermédiaire (*Hwasong-12*) et intercontinentale (*Hwasong-14*) pouvant théoriquement

1. M. D. Millot, « Facing the Emerging Reality of Regional Nuclear Adversaries », *The Washington Quarterly*, vol. 17, n° 3, été 1994.

frapper l'île de Guam et le continent américain². Il a fait exploser une bombe nucléaire d'au moins 100 kilotonnes en septembre 2017, et a menacé de réaliser un essai nucléaire dans le Pacifique depuis un missile balistique, ce qui constituerait le premier essai nucléaire atmosphérique depuis 1980. De nombreuses questions se posent également sur les conséquences de la possession de telles armes nucléaires et des vecteurs associés, notamment en termes de posture vis-à-vis de la Corée du Sud³.

Devant ces essais et les déclarations nord-coréennes, le président Trump a multiplié les sorties médiatiques conduisant à une escalade verbale avec le régime nord-coréen. Certaines déclarations ont été maladroitement et peu diplomatiques. Elles rappellent néanmoins l'importance de la dissuasion américaine. Lors du discours controversé devant l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations unies (ONU), Donald Trump a par exemple affirmé : « Si nous sommes obligés de nous défendre ou de défendre nos alliés, nous n'aurons d'autre choix que de détruire totalement la Corée du Nord. » D'autres formules laissent sous-entendre une possible intervention militaire américaine, à l'instar du « feu et de la fureur⁴ » auxquels s'exposerait la RPDC si elle continuait à « préférer davantage de menaces envers les États-Unis », ou semblent établir une ligne rouge comme ce tweet du 3 janvier 2017 affirmant que « la Corée du Nord a déclaré qu'elle était dans les dernières étapes du développement d'une arme nucléaire capable d'atteindre une partie des États-Unis. Cela n'arrivera pas ! ».

En dépit de la rhétorique du président américain, la stratégie mise en œuvre par l'administration Trump vise à imposer une pression maximale sur le régime nord-coréen afin de le ramener à la table des négociations, tout en évitant pour l'heure une solution militaire dont le coût politique, humain et économique serait considérable. Le risque principal est cependant celui d'une erreur d'appréciation, d'un côté comme de l'autre, notamment lors d'exercices militaires, ou d'un incident militaire, susceptible de

2. Les avis des experts diffèrent sur la portée théorique précise du *Hwasong-14*, mais s'accordent sur sa portée intercontinentale. D. Wright, « North Korean ICBM Appears Able to Reach Major U.S. Cities », *All Things Nuclear*, 28 juillet 2017 et M. Elleman, « The Secret to North Korea's ICBM Success », *Survival*, vol. 59, n° 5, 2017.

3. C. Brustlein, « À l'ombre de la dissuasion : la sanctuarisation agressive », *Diplomatie*, octobre-novembre 2013. Les provocations meurtrières de la Corée du Nord ont été nombreuses depuis 1953, dont la tentative d'assassinat contre le président sud-coréen lors d'une visite en Birmanie en 1983, qui a causé la mort du ministre des Affaires étrangères sud-coréen d'alors, ou encore l'attentat contre un avion de ligne reliant Bagdad à Séoul en 1987, qui a provoqué la mort de 115 personnes, et a conduit Washington à inscrire la Corée du Nord sur la liste des États finançant le terrorisme. Retiré de cette liste en 2008, le pays vient d'y être réinscrit.

4. Conférence de presse officielle, « Trump Threatens North Korea With Fire and Fury », *The New York Times*, 8 août 2017, vidéo disponible sur : www.nytimes.com.

conduire à un conflit qui n'est manifestement dans l'intérêt d'aucune des deux parties.

La radicalisation de la position nord-coréenne sur les armes nucléaires

La RPDC, malgré la nature opaque de son régime, est prévisible. Depuis plus de 20 ans, le pays a défié les efforts de la communauté internationale. Il est resté intransigeant dans son objectif de développement d'armes nucléaires et des vecteurs associés. Il s'est retiré du Traité de non-prolifération nucléaire (TNP) en 2003, a déclaré en février 2005 avoir fabriqué des armes nucléaires, a révélé la construction d'une installation d'enrichissement d'uranium en 2010, a redémarré le réacteur de Yongbyon en 2015⁵ et, surtout, a conduit six essais nucléaires entre 2006 et 2017. Ces essais nucléaires sont les seuls à avoir été menés à bien depuis le début du XXI^e siècle.

Depuis l'arrivée au pouvoir de Kim Jong-Un fin 2011, le régime a radicalisé sa position sur les armes nucléaires et les a institutionnalisées. La Constitution a été révisée par l'Assemblée populaire suprême en avril 2012 afin de présenter le pays comme un « État doté d'armes nucléaires », faisant de la RPDC le seul pays à avoir constitutionnalisé la possession de telles armes. Leur développement fait désormais partie de la stratégie nationale officielle présentée le 31 mars 2013, dite « Ligne Byungjin », qui vise à « mener simultanément la construction de l'économie et des forces nucléaires⁶ ». Une loi sur la consolidation du statut d'État doté d'armes nucléaires a été votée le 1^{er} avril 2013, cette dernière constituant à ce jour l'un des principaux textes de doctrine dans le pays⁷.

Les programmes nucléaire et balistique sont étroitement liés. Ils ne peuvent être déconnectés l'un de l'autre. Depuis 2014, la RPDC a considérablement accéléré son programme balistique. Tout d'abord, le régime a effectué 19 tests de missiles balistiques entre janvier et octobre 2017 (soit plus que les 16 tests que Kim Jong-Il a ordonnés entre 1994 à 2011), soit un total de plus de 80 depuis son arrivée au pouvoir. Il a ensuite diversifié sa gamme de missiles en testant pour la première fois en 2017 des missiles à portée intermédiaire (*Hwasong-12*) et intercontinentale (*Hwasong-14*), tout en développant des moteurs à propergol solide pour ses missiles

5. Les travaux de rénovation, pour redémarrer le réacteur arrêté en 2007, avaient commencé au printemps 2013.

6. « Report on Plenary Meeting of WPK Central Committee », Korean Central News Agency, 31 mars 2013.

7. « Law on Consolidating Position of Nuclear Weapons State Adopted », Korean Central News Agency, 1^{er} avril 2013.

Pukguksong-1 (un missile mer-sol balistique) et *Pukguksong-2*. Enfin, les sites de lancement sont désormais une quinzaine, contre deux à l'époque de Kim Jong-Il. Le régime entraîne donc ses unités balistiques au combat et ne se contente pas de tester les caractéristiques techniques de ses missiles⁸. L'objectif est clair : rendre la capacité nucléaire nord-coréenne opérationnelle le plus rapidement possible, et la dissuasion du régime crédible.

Les armes nucléaires nord-coréennes ont longtemps été perçues à l'étranger, et à tort, comme un outil de marchandage que le pays pourrait abandonner contre des garanties de sécurité, et surtout des bénéfices économiques. La RPDC a depuis précisé à plusieurs reprises, comme en 2013, que ces armes n'étaient ni « des biens pour obtenir des dollars américains », ni « un levier de négociation politique⁹ ». Elles apparaissent non seulement comme des armes de dissuasion mais aussi comme des armes identitaires, rendant d'autant plus difficile, voire impossible, la dénucléarisation du régime à court terme.

Des armes sécuritaires mais surtout identitaires

L'argument sécuritaire est majoritairement utilisé pour expliquer la nucléarisation des États, présentant ces armes comme « l'assurance vie » des régimes. Comme le soulignait un ancien secrétaire adjoint à la Défense américain : « La motivation fondamentale pour acquérir une arme nucléaire est la perception que la sécurité nationale en sera améliorée¹⁰. » Pour la Corée du Nord, le nucléaire permet en effet de renforcer les capacités de dissuasion du régime vis-à-vis de toute intervention militaire, en accroissant le coût de celle-ci¹¹, et ainsi de limiter la menace nucléaire américaine à laquelle elle s'estime exposée depuis les années 1950. Les références aux précédents ukrainien, libyen ou encore irakien sont fréquentes, tant pour les officiels nord-coréens¹² qu'américains, à l'instar de l'actuel directeur du renseignement national, qui affirmait récemment : « Les leçons que l'on peut tirer de la Libye et de l'Ukraine qui ont abandonné leurs bombes nucléaires, c'est, malheureusement : si vous avez des armes nucléaires, ne les abandonnez jamais ; si vous ne les avez pas, obtenez-les¹³. » Cependant, il convient

8. J. Lewis, « North Korea Is Practicing for Nuclear War », *Foreign Policy*, 9 mars 2017, disponible sur : <<http://foreignpolicy.com>>.

9. « Report on Plenary Meeting of WPK Central Committee », *op. cit.*

10. J. Deutsch, « The New Nuclear Threat », *Foreign Affairs*, vol. 71, n° 41, automne 1992.

11. Dans le cas de la Corée du Nord, la dissuasion est plus une « dissuasion par punition » (« deterrence by punishment »), qui ferait porter un coût inacceptable à l'alliance américano-sud-coréenne en cas d'attaque, qu'une « dissuasion par déni » (« deterrence by denial ») visant à empêcher une victoire de l'alliance. G. H. Snyder, *Deterrence by Denial and Punishment*, Princeton, Princeton University, 1959.

12. S. G. Kim, « Just Is DPRK's Access to Nuclear Deterrent », *Rodong Sinmun*, 2 mai 2017.

13. J. Schwarz, « Trump Intel Chief: North Korea Learned from Libya War to "Never" Give Up Nukes », *The Intercept*, 29 juillet 2017, disponible sur : <<https://theintercept.com>>.

de relativiser le parallèle trop fréquent avec l'Irak ou la Libye puisque la Corée du Nord dispose déjà depuis plusieurs décennies d'une dissuasion conventionnelle, lui permettant de tenir la capitale d'un allié américain, Séoul, en otage.

Les motivations qui poussent un État à se doter ou non d'armes nucléaires sont ainsi diverses. Les armes nucléaires ne sont pas seulement des outils au service de la sécurité nationale ; elles sont aussi des « objets politiques d'une importance considérable dans les débats intérieurs et les luttes bureaucratiques internes¹⁴ », des armes permettant de garantir la sécurité du régime tout autant que la sécurité nationale. Dans le cas nord-coréen, elles sont devenues de véritables armes identitaires, des armes politiques qui renforcent la légitimité du régime, accroissent l'autorité du dirigeant, consolident le système héréditaire, légitiment les sacrifices de la population, renforcent la cohésion interne du pays et stimulent le moral national. Elles sont aussi, avec les avancées du programme balistique, un des rares succès dont le régime nord-coréen peut se vanter auprès de sa population. La communication officielle du pays, avant et après les essais nucléaires, est d'ailleurs avant tout tournée vers sa propre population, plus que vers la communauté internationale¹⁵.

Ces armes nucléaires s'intègrent de plus parfaitement dans l'idéologie nationaliste de la RPDC depuis son introduction en avril 1965 et son inscription dans la Constitution en 1972, le *Juche*. Ce concept complexe est construit en opposition au *Sadae*, qui a caractérisé pendant des siècles la dépendance de la péninsule vis-à-vis de l'empire chinois. Le *Juche* est la recherche d'une indépendance politique (*Jaju*), qui passe par la création d'une économie autonome (*Jarip*) et d'une capacité d'autodéfense (*Jawi*). Son institutionnalisation en a fait une source de légitimité pour un régime qui se présente comme le garant de l'indépendance et de l'autonomie de la nation coréenne dans la région. Dans ce cadre, les armes nucléaires sont un outil indispensable à la mise en œuvre politique du *Juche*¹⁶.

Les armes nucléaires sont un outil indispensable à la mise en œuvre du *Juche*

14. S. Sagan, « Why Do States Build Nuclear Weapons? », *International Security*, vol. 21, n° 3, 1996/1997, p. 55.

15. T. Whang, M. Lammbrau et H.-M. Joo, « Talking to Whom? The Changing Audience of North Korean Nuclear Tests », *Social Science Quarterly*, vol. 98, n° 3, septembre 2017.

16. J. J. Seo, *New Analysis of the Construction and Change of Juche Ideology*, Séoul, Kinu Press, 2001 ; G. Lee, « The Political Philosophy of Juche », *Stanford Journal of East Asian Affairs*, vol. 3, n° 1, 2003 et J.-J. Suh (dir.), *Origins of North Korea's Juche: Colonialism, War, and Development*, Lanham, Lexington Books, 2014.

Cette double dimension, sécuritaire et identitaire, rend l'abandon de ces armes nucléaires d'autant plus difficile qu'elles s'inscrivent pleinement dans la « stratégie de survie » du régime, au niveau externe mais surtout interne. Comme le pense le professeur Wang Jisi, président de l'Institut d'études internationales et stratégiques de l'université de Pékin : « Quoique Washington ou Pékin fassent, Pyongyang est déterminé à garder son arsenal nucléaire. La Corée du Nord ne changera pas. La dénucléarisation est impossible tant que la Corée du Nord demeure la Corée du Nord¹⁷. » Abandonner les armes nucléaires reviendrait pour le régime à remettre en cause la rationalité de ses anciennes politiques, et donc de ses anciens dirigeants Kim Il-Sung et Kim Jong-Il, affectant le triptyque monarchie/néoconfucianisme/nationalisme qui le caractérise, et remettant en cause la légitimité même du régime et de son dirigeant actuel.

Une double erreur d'analyse sur l'avenir du régime

À cette radicalisation nord-coréenne s'ajoute un double problème d'analyse : une surestimation du risque d'effondrement de la RPDC, et par conséquent une sous-estimation de sa résilience. Dès le début des années 1990, alors que le bloc soviétique s'effondrait et que la Corée du Nord traversait une crise protéiforme sans précédent, un consensus émergeait pour prédire l'effondrement prochain de la RPDC. Le directeur de la CIA expliquait en 1995 au Congrès américain : « La question n'est pas de savoir si la Corée du Nord va s'effondrer mais quand¹⁸. » Depuis, ces prévisions se sont multipliées, de l'ancien secrétaire adjoint à la Défense américain Paul Wolfowitz en 2003¹⁹, à l'ancien directeur Asie du Conseil de sécurité nationale américain Victor Cha en 2011²⁰, en passant par le président Obama en 2015²¹. Or, la Corée du Nord s'apparente plus que jamais à un cimetière pour les prédictions politiques, et continuer de considérer que l'effondrement de la RPDC est proche limite, de fait, la nature même de la stratégie mise en œuvre par les États-Unis et ses partenaires.

À l'inverse, l'extraordinaire résilience de la Corée du Nord a été sous-estimée par les analystes occidentaux, contrairement aux analystes chinois.

17. Wang Jisi est également président honoraire de l'Association chinoise d'études américaines et a été membre du Comité consultatif du ministère des Affaires étrangères chinoises de 2008 à 2016. Entretien réalisé à Pékin, printemps 2013.

18. B. Cumings, « Creating Korean Insecurity », in H. Smith (dir.), *Reconstituting Korean Security: A Policy Primer*, Tokyo, United Nations University Press, 2013.

19. H. French, « Official Says U.S. Will Reposition Its Troops in South Korea », *The New York Times*, 3 juin 2003.

20. V. Cha, « China's Newest Province? », *The New York Times*, 19 décembre 2011, disponible sur : <www.nytimes.com>.

21. « Obama: North Korea Is Bound to Collapse », *Yonhap*, 24 janvier 2015, disponible sur : <<http://english.yonhapnews.co.kr>>.

L'ancien directeur des affaires coréennes au ministère des Affaires étrangères chinois estimait ainsi qu'en 2014, alors que les analyses occidentales oscillaient entre « effondrement et survie », les analyses chinoises, elles, alternaient entre « survie et prospérité²² ». Non seulement le régime a réussi sa transition politique à la mort de Kim Jong-Il en décembre 2011, et ainsi assuré une autorité et une légitimité au jeune dirigeant Kim Jong-Un²³, mais l'économie nord-coréenne, malgré les sanctions et les embargos commerciaux, est parvenue à poursuivre son développement. Une réussite qui s'explique tant par la mutation du système économique et la décentralisation forte de celui-ci²⁴, que par les réformes partielles engagées par le dirigeant, à tel point que la croissance économique du pays était estimée à 3,9 % en 2016 par la Banque centrale de Corée du Sud. Cette double erreur d'analyse a conduit à ne pas chercher de façon urgente une résolution à la crise nucléaire nord-coréenne, et donc à la situation actuelle où les capacités nord-coréennes n'ont cessé de s'accroître au point de menacer désormais non seulement le territoire de la Corée du Sud et du Japon, mais aussi celui des États-Unis.

Exercer une pression maximale sur le régime nord-coréen

Au-delà des déclarations tonitruantes du président Trump et de ce qui peut s'apparenter à une certaine cacophonie à Washington, l'administration américaine cherche à exercer une pression maximale sur le régime nord-coréen afin de le pousser à revenir à la table des négociations et, *in fine*, à se dénucléariser. Il ne s'agit ainsi pas de choisir entre plusieurs outils, l'isolement diplomatique²⁵, les sanctions économiques et financières, la pression militaire ou encore le dialogue, mais de les combiner pour atteindre un objectif clair. Un tel dialogue ne peut pas être conditionné par des pré-requis des deux côtés, et doit de plus reposer sur une mémoire institutionnelle tant à Washington qu'à Pyongyang, qui semble malheureusement faire défaut dans la première capitale.

Les sanctions ont été fortement renforcées ces deux dernières années, notamment avec l'adoption par le Conseil de sécurité des Nations unies depuis 2016 de sanctions économiques visant à limiter considérablement les exportations nord-coréennes et donc les rentrées de devises

22. « Des experts décryptent la situation dans la péninsule coréenne : la continuation des essais nucléaires est la politique établie par la Corée du Nord », *China Youth Daily*, 5 mai 2014.

23. S.-C. Cheong, « The Anatomy of Kim Jong-un's Power », *Global Asia*, vol. 9, n° 1, printemps 2014.

24. B.-Y. Kim, *Unveiling the North Korean Economy, Collapse and Transition*, Cambridge, Cambridge University Press, 2017.

25. Plusieurs gouvernements ont annoncé le renvoi de l'ambassadeur nord-coréen séjournant sur leur territoire, comme le Mexique, le Pérou, le Koweït, l'Espagne, ou encore l'Italie.

étrangères, et l'adoption par les États-Unis, mais aussi le Japon, des sanctions secondaires. L'objectif n'est donc plus seulement d'empêcher les marchandises, les personnes et la technologie nécessaires au développement du programme nucléaire et balistique d'entrer en Corée du Nord, mais également de limiter les revenus financiers du régime. Les dernières résolutions 2 371 et 2 375 interdisent ainsi toute exportation de matières premières, de produits de la mer ou encore de produits textiles, tout en limitant les importations de produits pétroliers raffinés, ou le nombre de travailleurs nord-coréens à l'étranger. Ces sanctions ne peuvent exercer une pression que si les activités illicites du régime, mais également ses techniques de contournement, sont combattues. Comme le souligne le dernier rapport du panel des experts de l'ONU en janvier 2017, le régime continue de « violer les sanctions par le commerce de marchandises interdites, avec des techniques d'évasion de plus en plus importantes, étendues et sophistiquées²⁶ ». Or le réseau mondial que la RPDC utilise pour contourner les sanctions apparaît comme « centralisé, limité et vulnérable²⁷ », et peut donc être mis sous pression à condition qu'existent une volonté politique claire de la communauté internationale et une coordination mondiale afin de les mettre en œuvre strictement.

La Chine, vers qui se dirigeaient plus de 90 % des exportations nord-coréennes en 2016, a un rôle clé à jouer dans la mise en œuvre de ces sanctions. Une coopération sino-américaine est indispensable avant que puisse être évalué l'impact de ces sanctions. Cependant, Pékin et Pyongyang demeurent dans une situation d'otages mutuels : la Chine a besoin que la Corée du Nord ne s'effondre pas et la Corée du Nord a besoin de la Chine pour ne pas s'effondrer²⁸. Pékin cherche ainsi à s'affirmer comme une puissance responsable, notamment sur la question de la non-prolifération, et à rassurer une population qui s'inquiète des conséquences environnementales des essais nucléaires nord-coréens, tout en cherchant à éviter un effondrement du régime nord-coréen. La relation bilatérale entre les deux pays s'est détériorée depuis 2013, mais continue de s'inscrire dans un rapport complexe et empreint de méfiance réciproque²⁹. Considérer que la Chine peut « résoudre le problème nucléaire nord-coréen avec une réunion ou un appel téléphonique », comme

26. « Report of the Panel of Experts Established Pursuant to Resolution 1874 (2009) », Conseil de sécurité des Nations unies, février 2017.

27. D. Thompson, « Risky Business: A System-Level Analysis of the North Korean Proliferation Financing System », Center for Advanced Defense Studies, juin 2017, disponible sur : <www.armscontrol.org>.

28. A. Bondaz, « De l'insécurité à la stabilité : la politique coréenne de la Chine (2009-2014) », thèse de doctorat, Sciences Po Paris, 2015.

29. J.-H. Chung et M.-H. Choi, « Uncertain Allies or Uncomfortable Neighbors? Making Sense of China-North Korea Relations, 1949-2010 », *The Pacific Review*, vol. 26, n° 3, 2013.

l'affirmait le candidat Trump en mai 2016³⁰, revient donc à surestimer l'influence de la Chine sur son voisin, et ce même si la Chine demeure à l'évidence un acteur de premier plan.

Des solutions militaires au coût très inégal et au résultat incertain

Outre cette stratégie de pression maximale, l'argument d'une solution militaire pour dénucléariser la Corée du Nord refait surface depuis quelques mois. Des options militaires sont toujours possibles, mais elles ont cependant plus à voir avec la dissuasion (*deterrence*), qu'avec la contrainte (*compellence*). La première vise à convaincre la Corée du Nord de ne pas faire quelque chose – comme lancer une offensive militaire contre la Corée du Sud –, la seconde viserait à forcer la Corée du Nord à faire quelque chose – comme stopper son programme nucléaire ou ses essais balistiques.

Les options militaires sont variées. Il est ainsi possible de renforcer l'alliance américano-sud-coréenne, ce qui est en fait un processus continu. Après le premier essai nucléaire nord-coréen de 2006, Washington et Séoul ont par exemple lancé un organe consultatif sur la dissuasion élargie, transformé en 2015 en un Comité sur la stratégie de dissuasion. La diversification des exercices militaires ou encore le renforcement des capacités de défense antimissiles sur le territoire sud-coréen sont d'autres options, permettant à la fois de dissuader Pyongyang et de rassurer Séoul, mais qui risquent de détériorer les relations avec Pékin. Une coordination accrue entre Washington, Séoul et Tokyo est également possible, même si les différends historiques entre les deux pays asiatiques continuent à peser sur cette coordination. Il est enfin possible, pour les États-Unis, de faire évoluer leur stratégie nucléaire, comme ce fut le cas à plusieurs reprises durant la guerre froide, afin de prendre en compte les évolutions stratégiques.

Cependant, si le président Trump soulignait en octobre que « les États-Unis [étaient] prêts à tout³¹ », certaines solutions militaires paraissent très coûteuses. Comme l'affirmait un ancien responsable américain, « les seules options qui auraient une chance de désarmer la Corée du Nord de sa capacité nucléaire à court terme et de manière rapide et efficace sont à très haut risque³² ». Le scénario de frappes anticipées mérite d'être évoqué et peut être subdivisé en deux catégories³³. D'une part, les frappes « pré-

30. S. Holland et E. Flitter, « Exclusive: Trump Would Talk to North Korea's Kim, Wants to Renegotiate Climate Accord », Reuters, 17 mai 2016.

31. M. Vasquez, *Trump on North Korea: "We're Prepared for Anything"*, CNN, 23 octobre 2017.

32. S. Glasser, « North Korea: The Full Transcript », *Politico*, 18 septembre 2017.

33. K. Mueller, J. Castillo, F. Morgan, N. Pegahi et B. Rosen, *Striking First: Preemptive and Preventive Attack in U.S. National Security Policy*, Rand Corporation, 2006.

emptives» sont basées sur la certitude que l'adversaire est sur le point d'attaquer, et qu'il vaut donc mieux frapper avant que l'ennemi puisse le faire. D'autre part, les frappes «préventives» sont lancées en réponse à une menace hypothétique et potentielle, afin non pas de frapper en premier mais de frapper le plus tôt possible. Elles ne s'inscrivent pas dans le «droit naturel de légitime défense» tel que mentionné à l'article 51 de la Charte de l'ONU.

**Le coût de frappes
préventives
américaines serait
considérable**

Alors que la question de frappes préventives américaines sur les installations nucléaires chinoises s'est posée au début des années 1960, à une époque où le régime maoïste était perçu à Washington comme ouvertement hostile, des frappes préventives américaines sur la Corée du Nord auraient des conséquences potentiellement dramatiques. Le coût politique, humain et économique serait considérable, et les chances de succès – la dénucléarisation du régime, limitées. C'est justement ce coût – potentiellement jusqu'à un million de morts et près de 1 000 milliards de dollars de dégâts –, qui avait dissuadé l'administration Clinton de réaliser des frappes sur une Corée du Nord alors non nucléarisée en 1994³⁴. En outre, cinq limites ou conséquences négatives de frappes préventives peuvent être avancées. Premièrement, il n'y a aucune garantie que des frappes neutraliseraient l'ensemble des installations nucléaires et balistiques, y compris les zones de stockage des armes et des missiles : non seulement leur existence n'est pas connue avec certitude, mais elles sont probablement enfouies profondément.

Deuxièmement, les experts s'accordent pour dire qu'il est difficile d'envisager une guerre limitée qui n'escaladerait pas en une nouvelle guerre de Corée³⁵. L'absence de réponse du régime nord-coréen, au cas où ses capacités de commandement et de contrôle ne seraient pas neutralisées, risquerait de le délégitimer aux yeux de la population nord-coréenne. De plus, l'asymétrie militaire entre la Corée du Nord et l'alliance américano-sud-coréenne, et l'absence d'une réelle capacité de seconde frappe, pourrait pousser le régime à frapper massivement les bases américaines en Corée du Sud et au Japon, notamment avec des missiles à courte et moyenne portées équipés d'armes nucléaires. L'utilisation de moyens non nucléaires, allant de l'artillerie conventionnelle aux armes chimiques³⁶,

34. D. Oberdorfer, *The Two Koreas: A Contemporary History*, New York, Basic Books, 1997.
 35. M. Hanham et S. Ji, «Advances in North Korea's Missile Program and What Comes Next», Arms Control Association, 1^{er} septembre 2017.
 36. H.-K. Kim, E. Philipp et H. Chung, *North Korea's Biological Weapons Program: The Known and Unknown*, Belfer Center for Science and International Affairs, Harvard Kennedy School, octobre 2017.

pourrait infliger des dégâts considérables à la mégalopole de Séoul et ses plus de 20 millions d'habitants dont des centaines de milliers de ressortissants étrangers. Comme le secrétaire américain à la Défense l'a rappelé à plusieurs reprises, « si on en arrive à une solution militaire, cela va être tragique sur une échelle difficile à croire³⁷ ».

Troisièmement, des frappes préventives américaines, si elles ne sont pas conçues en étroite coopération avec Séoul et Tokyo, pourraient fragiliser la cohésion politique des deux alliances bilatérales des États-Unis dans la région, tout en risquant une mobilisation des sociétés civiles dans les deux pays pour mettre fin aux hostilités. Or, la Corée du Sud a rappelé à de nombreuses reprises qu'elle s'opposait à toute frappe préventive sur son voisin.

Quatrièmement, une intervention chinoise ne pourrait être exclue, en lien avec le « Traité d'amitié, de coopération et d'assistance mutuelle » signé entre les deux pays en juillet 1961. Ce scénario a été rappelé par un éditorial du quotidien d'État chinois *Global Times* en août 2017, qui soulignait que « si les États-Unis et la Corée du Sud procèdent à des frappes et tentent de renverser le régime nord-coréen, la Chine les empêchera de le faire³⁸ ». Ne pas intervenir reviendrait pour la Chine à perdre toute crédibilité internationale vis-à-vis de ses partenaires actuels et futurs. Intervenir signifierait cependant un risque d'un conflit sino-américain, le premier depuis la guerre de Corée qui demeure à ce jour « l'unique conflagration sino-américaine³⁹ ».

Enfin, les répercussions économiques, sur les marchés boursiers et le commerce international, d'une guerre dans la péninsule coréenne, région-moteur de l'économie mondiale, seraient potentiellement cataclysmiques.

Un optimisme limité

La dénucléarisation du régime nord-coréen demeure l'objectif à long terme de la communauté internationale. Si la RPDC est *de facto* un État doté d'armes nucléaires, elle ne doit pas le devenir *de jure*, ce qui conduirait à l'effondrement, entre autres, du TNP de 1968 et à la remise en cause de la crédibilité des résolutions du Conseil de sécurité de l'ONU.

37. U.S. Department of Defense Press Operations, « Department of Defense Press Briefing by Secretary Mattis, General Dunford and Special Envoy McGurk on the Campaign to Defeat ISIS in the Pentagon Press Briefing Room », 19 mai 2017.

38. « Reckless Game over the Korean Peninsula Runs Risk of Real War », *The Global Times*, 10 août 2017, disponible sur : <www.globaltimes.cn>.

39. L. Goldstein, *Meeting China Halfway: How to Defuse the Emerging US-China Rivalry*, Washington, Georgetown University Press, 2015, p. 1.

Il est encore trop tôt pour évaluer la réussite, ou non, d'une stratégie de pression maximale, américaine mais aussi internationale, sur la RPDC. Les insultes personnelles et l'accent parfois excessif mis sur les solutions militaires pour parvenir à la dénucléarisation sont contre-productifs en ce qu'ils ne font que renforcer la légitimité interne du régime. Les menaces de recours à la force resteront inutiles si elles ne sont pas accompagnées de promesses d'avantages en cas d'évolution positive du comportement du régime nord-coréen. La crédibilité des promesses est tout aussi importante que celle des menaces. Se pose donc non seulement la question d'un objectif réaliste de court terme – certainement un gel quantitatif et qualitatif des programmes nucléaire et balistique – mais aussi celle des concessions, même partielles, que les États-Unis, et plus largement la communauté internationale, pourraient offrir au régime s'il venait à entamer un processus de dénucléarisation. Dans ce cadre et en prévision de potentielles négociations, la multiplication des prises de contact entre officiels américains et nord-coréens est indispensable et pourrait être soutenue par l'Union européenne et ses États membres, entre autres, pour qui la résolution de la crise nucléaire nord-coréenne doit se faire par le biais d'outils diplomatiques et non militaires.



Mots clés

Corée du Nord
États-Unis
Prolifération nucléaire
Dissuasion nucléaire

politique étrangère



Découvrez nos nouvelles offres d'abonnement sur le site www.revues.armand-colin.com

- ✓ Bénéficiez de services exclusifs sur le portail de notre diffuseur
- ✓ Accédez gratuitement à l'ensemble des articles parus depuis 2007
- ✓ Choisissez la formule papier + numérique ou e-only



TARIFS 2017

► S'abonner à la revue

		France TTC	Étranger HT*
Particuliers	papier + numérique	■ 80,00 €	■ 100,00 €
	e-only	■ 65,00 €	■ 80,00 €
Institutions	papier + numérique	■ 175,00 €	■ 195,00 €
	e-only	■ 130,00 €	■ 150,00 €
Étudiants**	papier + numérique	■ 70,00 €	■ 75,00 €
	e-only	■ 50,00 €	■ 55,00 €

* Pour bénéficier du tarif Étranger HT et être exonéré de la TVA à 2,1 %, merci de nous fournir un numéro intra-communautaire

** Tarif exclusivement réservé aux étudiants sur présentation d'un justificatif

► Acheter un numéro de la revue

	Tarif	Numéro (format X-20XX)	Quantité
Numéro récent (à partir de 2014)	■ 23,00 €
Numéro antérieur à 2014	■ 20,00 €
TOTAL DE MA COMMANDE		 €

Bon de commande à retourner à :

DUNOD ÉDITEUR - Service Clients - 11, rue Paul Bert - CS 30024 - 92247 Malakoff cedex, France
Tél. 0 820 800 500 - Fax. 01 41 23 67 35 - Étranger +33 (0)1 41 23 60 00 - revues@armand-colin.com

Adresse de livraison

Raison sociale :

Nom : Prénom :

Adresse :

Code postal : |_|_|_|_| Ville : Pays :

Courriel :@.....

Règlement à l'ordre de Dunod Éditeur

- Par chèque à la commande
- À réception de facture (institutions uniquement)
- Par mandat administratif (institutions uniquement)

Date : __/__/__

Signature (obligatoire)

Je souhaite effectuer mes démarches en ligne ou par courriel/téléphone

- ✓ Je me connecte au site www.revues.armand-colin.com, onglet « ÉCO & SC. POLITIQUE »
- ✓ Je contacte le service clients à l'adresse revues@armand-colin.com ou au 0 820 065 095

Toute commande implique que vous ayez préalablement pris connaissance des conditions générales d'abonnement disponibles à cette adresse : <http://www.revues.armand-colin.com/cga>
Les informations collectées nous permettront de mieux servir votre commande et de vous informer sur nos produits et services. Conformément à la loi du 6 août 2004 (N° 2004-801) modifiant la loi française « Informatique et Libertés » de 1978, vous disposez d'un droit d'accès, de modification et de suppression des données qui vous concernent. Pour l'exercer, vous pouvez nous adresser un courrier à Dunod Éditeur - Service Ventes Directes - 11, rue Paul Bert - CS 30024 - 92247 Malakoff cedex, ou par mail à infos@dunod.com

